

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1921.

Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

La Commission linguistique, à laquelle fut adjointe la section centrale chargée d'examiner le projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative, amendé par le Sénat, a étudié celui-ci avec le vif et sincère désir de ne le modifier dans aucune de ses parties essentielles.

Quoique ce projet, ne donne entière satisfaction à aucune des tendances qui se sont fait jour, ses auteurs se sont déclarés animés d'un grand esprit de conciliation, c'est dans le même esprit que votre Commission a fait son travail.

Celle-ci vous propose donc de l'adopter, peut-on dire sans modifications importantes les quelques points amendés visant plus la forme que le fond du projet.

ARTICLE PREMIER.

Très conciliante votre Commission accepte l'article 1^{er} dans son entièreté, elle propose seulement de réintroduire dans le texte une énumération exemplative, des organismes qui dans son idée doivent être considérés comme autorités publiques subordonnées afin d'éviter toute équivoque.

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 278.

(2) Composition de la Commission :

1° Les membres de la Commission chargée de l'étude de la question des langues :

MM. De Bue, président, Piérard et Van Isackur, secrétaires, Branquart, Braun, Cnudde, Crick, de Liedekerke, Doms, du Bus de Warnaffe, Fischer, Harmignie, Helleputte, Houget, Hubin, Huysmans, Pouillet, Royers, Troolet, Van Cauwelaert et Van Dievoet.

Six membres nommés par les Sections : MM. Cocq, Siffer, Max, Eckelers, Heyman et Huysmans.

ART. 2.

L'article 2, alinéa 3, du projet de loi se rapportant à l'organisation des services publics de l'État dans l'agglomération bruxelloise, la Commission vous propose d'ajouter après les mots « services administratifs » le mot « locaux » pour empêcher toute hésitation, quant à la portée réelle du texte voté par le Sénat.

Elle vous propose également d'ajouter à la fin de cet alinéa la formule suivante, « en respectant l'égalité effective de la langue française et de la langue flamande » :

Sans doute l'on nous dira que la langue flamande n'est pas l'égale de la langue française, au point de vue de son rayonnement et de son utilité mondiale; nous ne discuterons pas ce point, mais affirmons uniquement un principe constitutionnel et cher aux Belges : l'égalité de tous, au point de vue administratif, quelque soit la langue maternelle de chacun. En deux points encore, nous vous proposons de modifier cet article. Le premier reprend pour deux communes le classement voté par la Chambre, et le second donne satisfaction à tous ceux qui désirent voir limiter autant que possible l'emploi des arrêtés royaux dont l'usage fréquent ne fait que diminuer l'autorité du pouvoir législatif.

Des amendements concernant l'introduction de Ganshoren dans cette énumération, et demandant un régime spécial pour Ixelles, n'ont pas été acceptés.

ART. 3.

La Commission vous propose de supprimer les mots : « quant à la langue de service » et d'ajouter à la fin de l'article les mots suivants « avec ses communes ». Il a paru à la majorité de la Commission qu'il était désirable de ne pas *contraindre* le pouvoir central à suivre pour tous ses services, le choix fait par la commune.

ART. 5.

La Commission vous propose de supprimer le 1^{er} alinéa de cet article, qui trouve mieux sa place en tête de l'article 6, et de modifier le texte du second alinéa.

ART. 6.

Vous trouverez au début de cet article l'alinéa supprimé à l'article 5, rédigé quelque peu différemment, mais non changé quant au fond.

La Commission, à l'unanimité de ses membres, estime que les mots « connaissance approfondie » dont se sert la loi, doivent être interprétés dans le sens suivant : « l'on ne pourra demander au fonctionnaire qu'une connaissance suffisante de la seconde langue, pour remplir facilement les fonctions auxquelles il est appelé, c'est-à-dire une connaissance en rapport avec ses fonctions ».

Dans ces conditions le maintien de l'alinéa 4 lui a semblé superflu, les droits de tous étant respectés.

A l'alinéa 6 la Commission a estimé que l'on pouvait laisser tomber la dernière partie de celui-ci, et demande que le singulier soit substitué au pluriel, à l'alinéa 7, dans les mots « études techniques ». Certains y voyant la garantie que l'on pourra ne pas abuser de ce droit.

ART. 7.

Nous vous proposons, de remplacer les alinéas 2 et 3 de cet article, par une formule qui a paru plus claire et plus précise que le texte adopté par le Sénat, mais qui en respecte entièrement le sens. La Commission a cru qu'il était bon aussi de reprendre, une disposition supprimée qui faisait partie de la loi votée par la Chambre, elle concerne les agents de l'Administration. Il nous a paru indispensable d'autoriser ceux-ci à employer leur langue maternelle, s'ils le désirent, dans les cas où ils auraient des difficultés avec l'Administration, nous croyons inutile de devoir insister sur le bien fondé de cette observation.

ART. 9.

Nous vous proposons, de supprimer le dernier membre de phrase de cet article.

ART. 12.

La majorité de votre Commission estime encore que le maintien de la disposition transitoire ne s'impose pas, elle vous en propose la suppression. Son maintien pourrait postposer l'application de la loi, à une époque très éloignée, en effet, l'article 6 ne recevra sa complète application que le jour où les fonctionnaires entrés en fonction cette année, même auront terminé leur carrière, l'article 11 de son côté dit que la loi entrera en vigueur en 1922.

Messieurs, votre rapporteur, pense vous avoir donné un résumé fidèle des délibérations et décisions de la Commission spéciale ; quand il aura ajouté que le projet de loi a été adopté par 11 voix contre 4 et une abstention, son œuvre sera terminée.

Le Rapporteur,
COMTE DE LIEDEKERKE.

Le Président,
XAVIER DEBUE.



ANNEXE AU N° 470.

PROJET DE LOI

concernant l'emploi des langues en matière administrative

Amendements présentés par la Commission.

BIJLAGE VAN N° 470.

WETSONTWERP

betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Amendementen voorgesteld door de Commissie

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Dans les provinces d'Anvers, Flandre occidentale, Flandre orientale et Limbourg, dans l'arrondissement de Louvain et dans l'arrondissement de Bruxelles, sauf les communes indiquées à l'article 2, § 4, les administrations de l'État, des provinces et des communes, ainsi que les autorités publiques subordonnées, font usage de la langue flamande pour leurs services intérieurs et pour la correspondance entre elles et avec les départements centraux de l'État et des autorités publiques soumises à la présente loi.

In de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg, in het arrondissement Leuven en in het arrondissement Brussel, behalve de gemeenten vermeld in artikel 2, § 4, maken de besturen van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, alsmede de ondergeschikte openbare overheden gebruik van de Vlaamse taal voor hunne inwendige diensten, alsmede voor de briefwisseling met elkander en met de centrale departementen van den Staat en van de openbare overheden aan deze wet onderworpen.

Dans les provinces de Liège, Luxembourg, Namur et Hainaut et dans l'arrondissement de Nivelles, il est fait usage, dans les mêmes conditions de la langue française.

In de provinciën Luik, Luxemburg, Namen en Henegouw, alsmede in het arrondissement Nijvel wordt, op dezelfde wijzen, van de Fransche taal gebruik gemaakt.

Toutefois, les conseils provinciaux et les conseils communaux ont la faculté d'adjoindre à la langue déterminée par la loi l'autre langue nationale pour tout ou partie des services relevant de leur autorité. L'autre langue ne peut jamais être substituée à la langue déterminée par la loi.

Aan de provinciale raden en aan de gemeenteraden staat het echter vrij, aan de bij de wet bepaalde taal de andere landstaal te voegen voor al de diensten, die onder hun gezag staan, of voor een deel daarvan. De bij de wet bepaalde taal mag nooit door de andere taal vervangen worden.

Les administrations publiques sont tenues de se servir, dans leurs relations et leur correspondance avec les administrations inférieures ou les autorités publiques subordonnées, de la langue employée par celle-ci.

De openbare besturen zijn verplicht gebruik te maken, in hunne betrekkingen en hunne briefwisseling met de lagere besturen of met de ondergeschikte openbare overheden, van de taal welke deze gebruiken.

ANNEXE AU N° 470.

BIJLAGE VAN N° 470.

Amendements
proposés par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Alinéa 1. Ajouter après les mots : « autorités publiques subordonnées » les mots suivants : « *tels que la Banque Nationale, la Société des Chemins de fer vicinaux, les bureaux de Bienfaisance, les hospices, etc....* »

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

EERSTE ARTIKEL.

Lid 1. Na de woorden : « ondergeschikte openbare overheden » toe te voegen de volgende woorden : « *zooals de Nationale Bank, de Maatschappij der Buurtspoorwegen, de Bureelen van Weldadigheid, de Godshuizen, enz....* »

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 2.

ART. 2.

Le conseil provincial du Brabant, en ce qui concerne l'agglomération bruxelloise, et les conseils communaux de l'agglomération bruxelloise déterminent le régime linguistique applicable à leurs services intérieurs ainsi qu'à la correspondance entre eux ou avec les départements centraux des autorités publiques soumises à la présente loi.

Les avis et communications qu'ils ont à faire au public sont rédigés dans les deux langues nationales.

Dans l'agglomération bruxelloise, l'emploi des langues pour les services administratifs de l'État et des autorités publiques, subordonnées à l'État, est réglé par arrêté royal motivé, en tenant compte des décisions des administrations locales.

En vue de l'application de la présente loi, l'agglomération bruxelloise comprend les communes suivantes : Auderghem, Bruxelles, Anderlecht, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette - Saint - Pierre, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Etienne.

Cette énumération pourra être complétée par arrêté royal.

ART. 3.

Dans les communes dont la majorité des habitants parle le plus fré-

De provinciale raad van Brabant, wat betreft de Brusselsche agglomeratie, en de gemeenteraden der Brusselsche agglomeratie bepalen welke taalregeling zal worden toegepast in hunne inwendige diensten, alsmede voor de briefwisseling met elkander, of met de centrale departementen der openbare overheden aan deze wet onderworpen.

De berichten en mededeelingen, welke zij moeten richten tot het publiek, worden in beide landstalen gesteld.

In de Brusselsche agglomeratie wordt het gebruik der talen voor de bestuursdiensten van den Staat en van de openbare overheden, ondergeschikt aan den Staat, bij een met redenen omkleed Koninklijk besluit geregeld met inachtneming van de beslissingen der plaatselijke besturen.

Voor de toepassing dezer wet zijn in de Brusselsche agglomeratie begrepen de volgende gemeenten : Audergem, Brussel, Anderlecht, Etterbeek, Vorst, Elsene, Sint-Pieters-Jette, Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joosten-Noode, Schaarbeek, Ukkel, Watermaal-Boschvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Stevens-Woluwe.

Deze opsomming kan bij Koninklijk besluit aangevuld worden.

ART. 3.

In de gemeenten waarvan, volgens de jongste tienjaarlijksche

Amendements
proposés par la Commission.

ART. 2.

Rédiger l'alinéa 3 comme suit :

Dans les communes de l'agglomération bruxelloise, l'emploi des langues pour les services administratifs locaux de l'État et des autorités publiques subordonnées à l'État, est réglé par arrêté royal motivé, en tenant compte des décisions des administrations locales et en respectant l'égalité effective de la langue française et de langue flamande.

Alinéa 4. Supprimer les mots : « Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Étienne ».

Alinéa 5. Le supprimer.

ART. 3.

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 2.

Lid 3 te doen luiden :

In de gemeenten der Brusselsche agglomeratie wordt het gebruik der talen voor de plaatselijke bestuursdiensten van den Staat en van de openbare overheden, ondergeschikt aan den Staat, bij een met redenen omkleed Koninklijk besluit geregeld met inachtneming van de beslissingen der plaatselijke besturen en met werkelijke gelijkstelling van de Fransche en de Vlaamsche taal.

Lid 4. De woorden : « Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Stevens-Woluwe » te doen wegvallen.

Lid 5. Dit lid te doen wegvallen.

ART. 3.

Projet de loi.

quemment, d'après le dernier recensement décennal, une langue différente de celle du groupe linguistique auquel l'article 1^{er} les rattache, le conseil communal décide du choix de la langue pour ses services intérieurs et pour la correspondance.

Toutes les administrations publiques soumises à la présente loi se conforment à ce choix, quant à la langue de service et pour la correspondance administrative.

ART. 4.

Les avis et communications à faire au public par les administrations centrales de l'État et des autorités publiques qui lui sont subordonnées, sont rédigés dans les deux langues nationales; il en est de même des communications que les provinces et les autorités publiques qui leur sont subordonnées ont à faire au public par voie d'affiche.

Les avis et communications adressés au public par les services locaux de l'État, des provinces ou des autorités publiques qui leur sont subordonnées, ainsi que par les communes et par les autorités publiques qui leur sont subordonnées, sont rédigées dans la langue de la commune ou dans les deux langues.

Ils doivent être rédigés dans les deux langues dans les communes où la demande en aura été formulée par voie de requête signée par 20 p. c. des électeurs communaux, ou par

Wetsontwerp.

volkstelling, de meerderheid der inwoners meestal een andere taal spreekt dan die der taalgroep, waarbij zij door artikel 1 zijn ingedeeld, beslist de gemeenteraad welke taal voor zijne inwendige diensten en voor de briefwisseling zal gebruikt worden.

Al de openbare besturen, aan deze wet onderworpen, gedragen zich naar die keuze, wat betreft de diensttaal en voor de bestuursbriefwisseling.

ART. 4.

De berichten en mededeelingen, tot het publiek te richten door de centrale besturen van den Staat en van de daaraan ondergeschikte openbare overheden, worden in beide landstalen gesteld; dit geldt eveneens voor de mededeelingen welke de provinciën en de daaraan ondergeschikte openbare overheden tot het publiek moeten richten bij plakbrief.

De berichten en mededeelingen, tot het publiek gericht door de plaatselijke diensten van den Staat, van de provinciën of van de daaraan ondergeschikte openbare overheden, alsmede door de gemeenten en door de daaraan ondergeschikte openbare overheden, worden in de taal der gemeente of in beide talen gesteld.

Zij moeten in beide talen gesteld worden in de gemeenten, waar zulks wordt aangevraagd bij verzoekschrift ondertekend door 20 t. h. van de gemeentekiezers, of

Amendements
proposés par la Commission.

Alina 2. — 1. Supprimer les mots : « langue de service et pour la... ».

2. Après les mots : la correspondance administrative » ajouter les mots « avec ces communes ».

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

Lid 2. — De woorden : « diensttaal en voor de... » te doen wegvallen.

2. Na het woord : « bestuursbriefwisseling » de volgende woorden toe te voegen : « met die gemeenten ».

Projet de loi.

15,000 électeurs communaux au moins dans les communes ayant plus de 70,000 électeurs communaux.

Le conseil communal sera lié par la requête pendant toute la durée de son mandat.

ART. 5.

Sous réserve des matières régies par des lois particulières, nul ne peut être nommé à une fonction de l'État le mettant en rapport avec le public s'il ne connaît la langue adoptée par les communes du ressort dans lequel il est appelé à exercer ses fonctions.

Un arrêté royal détermine les fonctions dont les titulaires sont considérés comme devant, à raison de ces fonctions, être en rapport le public.

ART. 6.

Les candidats à une fonction ou à un emploi dans les administrations centrales de l'État, dans l'administration provinciale du Brabant, ou dans les administrations communales de l'agglomération bruxelloise, sont tenus de subir un examen d'entrée dans la langue de leur choix. Toutefois, une épreuve sur la connaissance élémentaire de la langue française est imposée aux récipiendaires ayant fait choix de la langue flamande et une épreuve sur la connaissance élémentaire de la langue

Wetsontwerp.

door ten minste 15,000 gemeentekiezers in de gemeenten met meer dan 70,000 gemeentekiezers.

De gemeenteraad blijft door het verzoekschrift verbonden voor den ganschen duur van zijn mandaat.

ART. 5.

Onder voorbehoud van de zaken beheerscht door bijzondere wetten, kan niemand worden benoemd tot een ambt van den Staat, waardoor hij in betrekking met het publiek gesteld wordt, indien hij niet de taal kent, welke is aangenomen door de gemeenten van het gebied, waarin hij zijn ambt moet vervullen.

Bij Koninklijk besluit wordt bepaald door welke ambten zij, die ze bekleeden, geacht worden in betrekking te moeten komen met het publiek.

ART. 6.

De kandidaten tot een ambt of tot eene betrekking in de centrale besturen van den Staat, in het provinciaal bestuur van Brabant of in de gemeentebesturen van de Brusselsche agglomeratie moeten een toegangsexamen afleggen in de taal welke zij verkiezen. Evenwel wordt eene proef over de elementaire kennis van de Fransche taal opgelegd aan de kandidaten, die de Vlaamsche taal hebben verkozen, en wordt eene proef over de elementaire kennis van de Vlaamsche taal opge-

Amendements
proposés par la Commission.

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 5.

1. Supprimer le 1^{er} alinéa et l'insérer comme 1^{er} alinéa à l'article 6.

2. Remplacer le 2^e alinéa par le texte suivant :

« Dans les administrations centrales de l'État, l'emploi des langues sera réglé par arrêté royal, délibéré en conseil des ministres, mais en respectant le principe de l'égalité de droit et de fait des deux langues nationales. »

ART. 6.

Insérer comme 1^{er} alinéa le 1^{er} alinéa de l'article 5 modifié comme suit :

« Sous réserve des matières régies par des lois particulières, nul ne peut être nommé à une fonction publique dans la partie flamande du pays, s'il ne connaît la langue flamande, dans la partie wallonne s'il ne connaît la langue française. »

ART. 5.

1. Lid 1 te doen wegvallen en het als lid 1 van artikel 6 op te nemen.

2. Lid 2 te vervangen door den volgende tekst :

« In de centrale besturen van den Staat wordt het gebruik der talen geregeld bij Koninklijk besluit, in Ministerraad vastgesteld, doch met eerbiediging van het beginsel der gelijkheid van beide landstalen in rechten en in feite. »

ART. 6.

Lid 1 van artikel 5 op te nemen als lid 1, na het te hebben gewijzigd als volgt :

« Onder voorbehoud van de zaken beheerscht door bijzondere wetten, kan niemand worden benoemd tot een openbaar ambt in het Vlaamsche gedeelte van het land, indien hij niet de Vlaamsche taal kent, in het Waalsch gedeelte van het land indien hij niet de Fransche taal kent. »

Projet de loi.

flamande est imposée aux récipiendaires ayant fait choix de la langue française,

Le programme de cette épreuve est déterminé par arrêté royal.

Sous réserve de la disposition de l'article 9, nul ne pourra, à partir du 1^{er} janvier 1925, être nommé dans ces administrations aux fonctions de chef de division ou à tout autre fonction d'un grade équivalent ou supérieur, s'il ne justifie, par examen, de la connaissance approfondie des deux langues.

Pourra être nommé chef de division sans avoir préalablement subi cet examen, tout récipiendaire qui n'aura pas fait partie de l'administration centrale durant les cinq années qui ont immédiatement précédé sa nomination. Ce fonctionnaire sera rétrogradé au grade inférieur si, au cours des deux années qui suivront sa nomination, il n'a pas satisfait à cet examen.

Les points obtenus par les récipiendaires pour les épreuves sur la seconde langue ne compteront, dans aucun cas, pour leur classement.

Peuvent être dispensés de l'épreuve ou de l'examen ci-dessus prévu, les récipiendaires qui justifient de la connaissance des deux langues nationales de la manière que fixera un arrêté royal d'exécution, comme aussi les candidats à une fonction ou à un emploi qu'un arrêté royal motivé aura classés comme ne comportant pas la connaissance d'une seconde langue.

Les fonctionnaires de l'État, des

Wetsontwerp.

legd aan de kandidaten, die de Fransche taal hebben verkozen.

Het programma van die proef wordt bij Koninklijk besluit bepaald.

Behoudens de bepaling van artikel 9 kan, vanaf 1 Januari 1925, niemand in die besturen tot het ambt van afdeelingshoofd of tot elk ander ambt van een gelijken of hooger graden worden benoemd, indien hij niet door een examen bewijst dat hij beide talen grondig kent.

Elke kandidaat, die niet tot het centraal bestuur behoorde gedurende de vijf jaren welke aan zijne benoeming onmiddellijk voorafgingen, kan tot afdeelingshoofd benoemd worden zonder dit examen vooraf te hebben afgelegd. Die ambtenaar wordt in den lageren graden teruggesteld, indien hij niet, binnen twee jaren na zijne benoeming, dit examen aflegt.

De punten, door de kandidaten verworven bij de proeven over de tweede taal, komen, in geen geval, in aanmerking voor hunne rangschikking.

De kandidaten, die op de wijze, te bepalen bij een Koninklijk besluit ter uitvoering, bewijzen beide landstalen te kennen, evenals de kandidaten voor een ambt of eene betrekking, welke een met redenen omkleed Koninklijk besluit rangschikt onder die, waarvoor de kennis eener tweede taal niet noodig is, kunnen van bovengemelde proef of examen ontslagen worden.

Aan de ambtenaren van den Staat,

Amendements
proposés par la Commission.

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

Supprimer le 4^e alinéa.

Lid 4 te doen wegvallen.

Supprimer la fin de l'alinéa 6 à
partir des mots : « comme aussi... »

In lid 6 de woorden : « evenals
de kandidaten voor..... niet noodig
is » te doen wegvallen.

Projet de loi.

provinces, des communes et des autorités publiques subordonnées, chargées d'études techniques spéciales, peuvent être autorisés par leurs administrations à se servir, pour la rédaction de leurs rapports, de la langue de leur choix.

ART. 7.

Dans leur ressort respectif, les administrations de l'État, autres que les administrations centrales, et leurs fonctionnaires font usage, dans leurs relations avec les provinces et les communes, de la langue de celles-ci.

Dans leurs rapports avec les habitants, ils font usage de la langue employée par la commune de l'intéressé, à moins qu'ils ne préfèrent répondre à celui-ci dans la langue dont il s'est servi.

Si des communes du ressort des administrations ou des fonctionnaires indiqués à l'alinéa 1^{er} ont fait usage du droit d'adjoindre une seconde langue, les habitants peuvent exiger qu'il soit fait usage de la langue de leur choix.

ART. 8.

Les actes à dresser par les administrations centrales de l'État et des autorités publiques seront rédigés dans la langue indiquée par l'intéressé.

Les actes à dresser par les autres autorités publiques seront rédigés dans la langue déterminée par la présente loi pour les services inté-

Wetsontwerp.

van de provinciën, van de gemeenten en van de ondergeschikte openbare overheden, belast met bijzondere technische studiën, kan door hunne besturen machtiging verleend worden om, tot het opstellen van hunne verslagen, gebruik te maken van de taal welke zij verkiezen.

ART. 7.

In hun onderscheidenlijk gebied maken de besturen van den Staat, andere dan de centrale besturen, en hunne ambtenaren gebruik, in hunne betrekkingen met de provinciën en de gemeenten, van de taal door deze aangenomen.

„ In hunne betrekkingen met de inwoners maken zij gebruik van de taal aangenomen door de gemeente van den belanghebbende, tenzij zij verkiezen hem te antwoorden in de taal, waarvan hij gebruik maakte.

Maakten gemeenten van het gebied der besturen of der ambtenaren, bedoeld bij het eerste lid, gebruik van het recht een tweede taal toe te voegen, dan kunnen de inwoners eischen dat er gebruik gemaakt wordt van de taal welke zij verkiezen.

ART. 8.

De akten, door de centrale besturen van den Staat en van de openbare overheden op te maken, worden gesteld in de taal, door den belanghebbende aangewezen.

De akten, door de andere openbare overheden op te maken, worden gesteld in de taal, bij deze wet bepaald voor de inwendige diensten;

Amendements
proposés par la Commission.

A l'alinéa 7 dire : « *d'une étude technique* » au lieu de : « *d'études techniques* ».

ART. 7.

Remplacer les alinéas 2 et 3 par le texte suivant :

Les citoyens et, en ce qui concerne les questions d'ordre personnel, les agents des administrations soumises à la présente loi, peuvent choisir librement entre les deux langues nationales pour leurs rapports avec ces administrations. Ces administrations, sauf celles dépendantes des communes de moins de 15,000 habitants, à moins que ces communes ne soient rangées dans les catégories prévues par l'alinéa 4 de l'article 2, ou par l'article 3, sont tenues dans leurs réponses de se conformer à ce choix.

Apendementen
voorgesteld door de Commissie.

In lid 7, in plaats van « *met bijzondere technische studiën* » te lezen : « *met eene technische studie* ».

ART. 7.

Lid 2 en 3 te vervangen door den volgende tekst :

De ingezetenen en, wat betreft de zaken van persoonlijk aard, de ambtenaren der aan deze wet onderworpen besturen hebben vrije keuze tusschen de beide landstalen voor hunne betrekkingen met die besturen. Deze besturen, behalve die welke afhangen van de gemeenten van minder dan 15,000 inwoners, tenzij deze gemeenten behooren tot de categorieën voorzien bij lid 4 van artikel 2 of bij artikel 3, zijn verplicht zich in hunne antwoorden naar die keuze te gedragen.

Projet de loi.

rieurs, mais tout intéressé pourra s'en faire délivrer, par traduction dans l'autre langue nationale, expédition ou copie certifiées exactes. Les frais de traduction seront à charge de l'administration requise de délivrer l'acte.

ART. 9.

La situation personnelle des fonctionnaires, agents et employés en service avant le 1^{er} janvier 1920 ne peut être atteinte par les dispositions de la présente loi ni quant à leur maintien en fonction ni quant à leur avancement.

ART. 10.

La loi du 22 mai 1878 relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative est abrogée.

ART. 11.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1922.

Disposition transitoire.

ART. 12.

Jusqu'à ce que l'article 6 de la présente loi reçoive sa complète application, l'emploi des deux langues nationales dans les administrations centrales sera réglé par arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, de manière à donner satisfaction dans leur ensemble aux exigences linguistiques de l'administration du pays et en assurant d'un égal respect les deux langues nationales.

Wetsontwerp.

echter kan elke belanghebbende zich daarvan een echt verklaard afschrift of kopie doen afleveren door vertaling in de andere landstaal. De vertalingskosten worden gedragen door het bestuur, dat verzocht wordt de akte af te leveren.

ART. 9.

De persoonlijke stand der ambtenaren, beampten en bedienden in dienst vóór 1 Januari 1920 kan door de bepalingen dezer wet niet gewijzigd worden, wat betreft het behoud van hun ambt of hunne bevordering.

ART. 10.

De wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van de Vlaamsche taal in bestuurszaken wordt ingetrokken.

ART. 11.

Deze wet treedt in werking den 1^{en} Januari 1922.

Overgangsbepaling.

ART. 12.

Totdat de volle toepassing van artikel 6 dezer wet verzekerd zij, wordt het gebruik van beide landstalen in de centrale besturen bij in Ministerraad vastgesteld Koninklijk besluit geregeld derwijze dat over 't geheel voldaan worde aan de taalvereischten van 's lands bestuur en dat beide landstalen met gelijken eerbied worden behandeld.

Amendements
proposés par la Commission.

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 9.

Supprimer les mots : « ni quant
à leur maintien en fonction ni quant
à leur avancement ».

ART. 9.

De woorden : « wat betreft het
behoud van hun ambt of hunne
bevordering » te doen wegvallen.

ART. 12.

Supprimer l'article.

ART. 12.

Dit artikel te doen wegvallen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1921.

Wetsontwerp

betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

De Taalcommissie, waarbij werd gevoegd de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het door den Senaat gewijzigd wetsontwerp betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, heeft dit laatste onderzocht met het levendig en oprecht verlangen, geen enkel hoofdzakelijk deel daarvan te wijzigen.

Hoewel dit ontwerp aan geen der daarover ontstane meeningen voldoening schenkt, verklaarden de voorstellers daarvan met een ruimen verzoeningsgezinden geest bezielde te zijn; ook met dergelijken geest nam uwe Commissie hare taak waar.

Deze stelt dan ook voor, het ontwerp aan te nemen, bijna zonder eenige belangrijke wijziging; de enkele daarin gebrachte wijzigingen betreffen veeleer den vorm dan den grond van het ontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Uwe Commissie, zeer verzoeningsgezind, neemt het geheele eerste artikel aan; zij stelt enkel voor, de instellingen die, volgens haar, moeten worden aangezien als ondergeschikte openbare overheden, duidelijkheidshalve en bij wijze van voorbeeld te vermelden in den tekst, zoodat elke twijfel wordt weggenomen.

(1) Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat, n^o 278.

(2) Samenstelling van de Commissie :

1. De Commissie belast met het onderzoek van het taalvraagstuk :

De heeren De Bue, voorzitter, Piérard en Van Isacker, secretarissen, Branquart, Braun, Cnudde, Crick, de Liedekerke, Doms, du Bus de Warnaffe, Fischer, Harmignie, Helleputte, Houget, Hubin, Huysmans, Pouillet, Royers, Troclet, Van Cauwelaert en Van Dievoet.

2. Zes leden benoemd door de Afdeelingen : de heeren Cocq, Siffer, Max, Eekelers, Heyman en Huysmans.

ART. 2.

Bij artikel 2, lid 3, van het wetsontwerp, betreffende de regeling van de openbare Staatsdiensten in de Brusselsche agglomeratie, stelt de Commissie u voor, het woord « plaatselijke » in te lassen vóór het woord « bestuursdiensten » om elken twijfel weg te nemen aangaande de werkelijke betekenis van den tekst, door den Senaat aangenomen.

Zij stelt u ook voor, aan het slot van dit lid den volgende zin toe te voegen : « en met werkelijke gelijkstelling van de Fransche taal en van de Vlaamsche taal ».

Ongetwijfeld zal men ons antwoorden dat de Vlaamsche taal niet de gelijke is van de Fransche taal, wat betreft hare uitbreiding en haar algemeen nut; dit punt zullen wij niet bespreken, doch wij houden ons enkel aan een grondwettelijk beginsel dat aan alle Belgen duurzame is : de gelijkheid voor allen, op bestuursgebied, welke ook eenieders moedertaal zij. Op twee andere punten nog stellen wij u voor, dit artikel te wijzigen. Vooreerst hernemen wij de opsomming der gemeenten zooals de Kamer ze had aangenomen, en vervolgens schenken wij voldoening aan hen, die zoo veel mogelijk het gebruik van de Koninklijke besluiten zouden willen beperken; dit veelvuldig gebruik kan het gezag der wetgevende macht slechts verminderen.

Amendementen tot het opnemen van Ganshoren in deze opsomming en tot het invoeren van eene bijzondere regeling voor Elsene werden niet aangenomen.

ART. 3.

De Commissie stelt u voor, de woorden : « dienst en voor de » te doen wegvallen en aan het slot van dit artikel de volgende woorden toe te voegen : « met die gemeente ». De meerderheid van de Commissie oordeelde het wenschelijk, het centraal bestuur niet te *verplichten* de door de gemeenten gedane keuze te volgen voor al zijne diensten.

ART. 5.

De Commissie stelt u voor, het eerste lid van dit artikel te doen wegvallen — het staat beter op zijne plaats aan het begin van artikel 6 — en den tekst van het 2^{de} lid te wijzigen.

ART. 6.

Aan het hoofd van dit artikel komt het uit artikel 5 weggelaten lid voor; de grond is niet veranderd, alleen de tekst is ietwat gewijzigd.

De Commissie oordeelde eenparig dat de woorden : « beide talen grondig kent », voorkomende in de wet, moeten verklaard worden in dezen zin : « men kan van den ambtenaar enkel eene voldoende kennis eischen van de tweede taal, om de betrekking, waartoe hij geroepen is, zonder moeite te bekleeden, m. a. w. eene kennis in verhouding met zijne betrekking ».

Onder die omstandigheden achtte zij lid 4 overbodig, daar ieders rechten worden geëerbiedigd.

Bij het 6^e lid was de Commissie van gevoelen, dat het laatste gedeelte daarvan kon wegvallen; zij vraagt dat, in het 7^e lid, voor de woorden: « technische studiën » het enkelvoud zou gebruikt worden in plaats van het meêrvoud. Voor sommige is dit een waarborg, dat men van dit recht geen misbruik zal kunnen maken.

ART. 7.

Wij stellen u voor, lid 2 en lid 3 van dit artikel te vervangen door eene formule, welke duidelijker en nauwkeuriger bleek te zijn dan de tekst door den Senaat aangenomen, doch die den zin daarvan volkomen cerbiedigt. De Commissie oordeelde ook dat het goed was, eene weggelaten bepaling, welke voorkwam in de door de Kamer aangenomen wet, opnieuw in te lasschen: het geldt namelijk de beambten van het Bestuur. Het kwam ons volstrekt noodig voor, dezen toe te laten hunne moedertaal te gebruiken, wanneer zij zulks verlangen, telkens als zij moeilijkheden zouden hebben met het Bestuur. Wij achten het nutteloos, den nadruk te leggen op de gegrondheid van deze opmerking.

ART. 9.

Wij stellen u voor, het laatste zinsdeel van dit artikel te doen wegvallen.

ART. 12.

De meerderheid van uwe Commissie is ook van-meening dat de overgangsbepaling niet dient behouden te worden; zij stelt u voor, ze weg te laten. Het behoud er van zou kunnen dienen om de toepassing der wet te verschuiven tot een zeer verren datum; artikel 6 zal inderdaad slechts ten volle toegepast worden op den dag waarop de ambtenaren, dit jaar zelf in dienst getreden, hunne loopbaan zullen voleindigd hebben; artikel 11 bepaalt zijnerzijds dat de wet in werking treden zal in 1922.

Mijne Heeren, uw verslaggever meent u een juiste samenvatting te hebben gegeven van de beraadslagingen en de beslissingen der Bijzondere Commissie; wanneer hij nu nog vermeldt dat het wetsontwerp werd aangenomen met 11 stemmen tegen 4 en eene onthouding, is zijne taak afgelopen.

De Verslaggever,

GRAAF DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

XAVIER DE BUE.

